

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLEMY D'ANJOU

Nantes, le 08 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Co-propriété Nid de Pie (CNP)

34 rue du Nid de Pie
49000 ANGERS

Références : 2022-429_INSP_CNP Nid de Pie – Angers_RAP
Code AIOT : 0006304606

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2022 dans l'établissement CNP implanté 34 rue du Nid de Pie 49000 ANGERS. L'inspection a été annoncée le 30/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2022 dans l'établissement CNP situé 34 rue du Nid de Pie à ANGERS.

Cette visite d'inspection fait suite aux précédentes visites d'inspection en date du 4 octobre 2018 et du 14 novembre 2019 qui avaient conduit à constater le non-respect des dispositions réglementaires applicables portant principalement sur la prévention et la protection contre les risques d'incendie.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure avait été pris à l'encontre de l'exploitant en date du 11 décembre 2018. La visite d'inspection du 14 novembre 2019 s'est attachée à faire le point sur les suites données à la précédente visite d'inspection de 2018 et à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 décembre 2018. Lors de la visite d'inspection du 14 novembre 2019, il avait été constaté que, sur les 7 non-conformités majeures faisant l'objet de la mise en demeure, il restait 3 non-conformités partiellement traitées pour lesquelles l'inspection des installations classées ne pouvait pas proposer la levée de la mise en demeure.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant avait fourni les justificatifs attestant de son engagement à réaliser les travaux de mise en conformité restant (notamment, bons de commande relatif aux travaux sur l'installation sprinklage et rideaux d'eau). Cependant, l'exploitant avait pris du retard

dans la réalisation des travaux de mise en conformité en raison de points de difficultés rencontrés lors de ces travaux (groupe motopompe qui s'est cassé, décision de réalisation de travaux dépendante du syndic de co-propriété, délai d'approvisionnement du moteur groupe motopompe, etc.).

En l'absence de justification de la réalisation effective des travaux par l'exploitant, l'inspection des installations a procédé à une nouvelle visite d'inspection le 11 août 2022 afin de faire le point sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CNP
- 34 rue du Nid de Pie 49000 ANGERS
- Code AIOT : 0006304606
- Régime : Autorisation (devient Enregistrement)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2005, la société FUTURA FINANCES, spécialisée dans la reprise des invendus de toutes sortes, est la centrale d'achats de l'enseigne de distribution des magasins NOZ. Elle a créé avec d'autres investisseurs la société CO-PROPRIÉTÉ NID DE PIE (CNP). La société CNP a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation D3-2006-n°157 du 27 mars 2006 à exploiter une unité de conditionnement et de stockage de produits secs pour la grande distribution, située dans une partie de l'ancien site de la société BULL SA, au 34 rue du Nid de Pie à ANGERS.

Ces activités présentent la particularité d'être essentiellement manuelles, de nécessiter peu d'équipements de production, mais d'importantes emprises au sol. L'établissement comprend un ensemble de bâtiments (répartition des activités en 2006) :

- bâtiment 6 : réceptions de marchandises et conditionnement à façon,
- bâtiment 14 : conditionnement à façon,
- bâtiment 7 : préparation de commandes et expéditions,
- bâtiment "trans-stockeur" : entreposage de palettes d'une hauteur de 16 m,
- bâtiment 15 : préparation de commandes pour ouverture magasin,
- bâtiment 16 : stockage et tri déchets (plastiques, cartons, et invendus).

Aujourd'hui, la société CNP s'est spécialisée principalement dans le conditionnement et le stockage de produits textiles à bas prix. Les conditions d'exploitation des bâtiments ont été modifiées depuis l'autorisation en 2006 : nouvelle répartition des activités de conditionnement et de stockage.

L'enjeu principal pour cet établissement est le risque incendie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des visites d'inspection du 4 octobre 2018 et du 14 novembre 2019 avec recollement des points résiduels de l'arrêté de mise en demeure du 11 décembre 2018 qui n'ont pas été soldés en 2019;
- respect de certaines prescriptions relatives à la prévention du risque d'incendie au regard de l'arrêté préfectoral de 2006 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 réglementant les entrepôts.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rideaux d'eau	AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 1	oui	Astreinte	
3	Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 1	oui	Astreinte	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 9 alinéa 10	oui	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Consignes de sécurité	AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 2	oui	Astreinte	
6	Local de charge de batteries	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 16	oui	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Exercice d'évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 14 dernier alinéa, annexe II	oui	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Exercice de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13 avant dernier alinéa, annexe II	oui	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 8 alinéa 1	/	Sans objet
8	Zones ATEX	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 8 alinéa 2	oui	Sans objet
9	Déclaration de Modification	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 3.3	oui	Sans objet
12	Bénéfice des droits acquis	Décret du 09/12/2015, article R. 513-1 point I du code de l'environnement	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre les effets de la foudre	AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 3	oui	Sans objet
13	Vérifications périodiques de l'installation de protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
14	Compartimentage (parois séparatives)	AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 1	oui	Sans objet
15	Comportement au feu	AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 1	oui	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 11 août 2022 s'est attachée à faire le point sur les suites données à la précédente visite d'inspection de 2019 et à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 décembre 2018. Il a été constaté que les 3 non-conformités majeures sur les 7 faisant l'objet de la mise en demeure (compartimentage des bâtiments par rideaux d'eau, conformité et état de fonctionnement des équipements de sécurité et de secours y compris le sprinklage, consignes de sécurité), sont non soldées.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a également relevé d'autres constats portant également sur des dispositions réglementaires relatives à la défense incendie extérieur, la charge des batteries et la formation du personnel (exercice d'évacuation et exercice de défense contre l'incendie) et pour lesquels il est proposé de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre les effets de la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant a été mis en demeure de respecter, dans un délai de trois mois suivant la notification de la mise en demeure, les dispositions des articles 20 et 21 alinéa 1 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 en : _procédant à l'installation des dispositifs de protection contre le risque foudre et la mise en place des mesures de prévention répondant aux exigences de l'étude technique foudre, _en procédant à la réalisation d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur, _en apportant les justificatifs attestant de la conformité aux normes en vigueur des dispositifs de protection contre les effets de la foudre. Article 20 AM 4/1/2010- L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre [...] Article 21 alinéa 1 AM 4/10/2010- L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Constats : Par courrier du 20/03/2019, l'exploitant a fourni deux devis signés pour accord pour la réalisation des travaux préconisés par l'étude technique foudre (devis FRANKLIN France du 18/02/2019 et du 10/12/2018). Lors de la visite d'inspection du 14/11/2019, il a été noté que la société FRANKLIN a procédé aux travaux de mise en conformité de l'installation de protection foudre en 2019. La vérification initiale complète a été réalisée par la société SOCOTEC en date du 28/03/2019. L'exploitant a présenté le rapport de vérification du 21/05/2019 qui conclut à la non-conformité de l'installation de protection foudre. La valeur de terre du PDA5 est supérieur à 10 ohms. Toutefois, il a présenté également un nouveau rapport de mesure de la prise PDA 5 suite à intervention, établi par la société FRANKLIN France en date 19/11/2019. La valeur est de 9,14 ohms, inférieure à 10 ohms et répond aux exigences de la norme selon les conclusions de la société FRANKLIN France. En conclusion, l'exploitant a apporté les justificatifs attestant de la mise en conformité des installations. Pour rappel, ce point a été soldé suite à la précédente visite d'inspection du 14/11/2019 (cf. rapport de l'inspection 2019-356_INSP_CNP à Angers_RAP du 26 mars 2020). Lors de la visite d'inspection de 2022, l'inspection s'est donc attachée à vérifier que l'installation de protection foudre mise en place fait bien l'objet des vérifications périodiques réglementaires (cf point de contrôle n°13 "Vérifications périodiques de l'installation de protection foudre").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rideaux d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de respecter, dans un délai de trois mois suivant la notification de la mise en demeure, les dispositions de l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 :</p> <ul style="list-style-type: none">_en prenant les mesures correctives nécessaires pour assurer le compartimentage des bâtiments et limiter le risque de propagation d'un incendie,_en apportant les justificatifs attestant de la réalisation effective des travaux de mise en conformité,_ en apportant les justificatifs attestant du comportement au feu des dispositions constructives des bâtiments. <p>Pour rappel l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 impose la mise en place de rideaux d'eau dans le but de limiter la propagation d'un sinistre d'un bâtiment à l'autre. "En particulier, ils sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none">_au dessus du mur de compartimentage en façade Sud du transtockeur et du bâtiment 7;_ en façade Est au-dessus du compartimentage entre le transtockeur et le bâtiment 15;_entre les bâtiments 7 et 14;_entre les bâtiments 14 et 6."
<p>Constats : Par courrier en date du 20/03/2019, l'exploitant a fourni le devis signé pour accord du 5/12/2018 pour la réparation des rideaux d'eau.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/11/2019, il a été noté que les rideaux d'eau ont été remis en service le 23 octobre 2019 (cf. mail du 7/11/2019 de la société de maintenance UXELLO). Toutefois, le groupe motopompe diesel alimentant le réseau de protection incendie a cassé peu de temps après son démarrage (origine de l'incident : moteur a fonctionné sans refroidissement pendant 2 heures car la vanne de refroidissement était restée fermée).</p> <p>Un nouveau groupe motopompe a été commandé (cf. courriel de la société UXELLO du 28/11/2019 informant l'exploitant d'un délai incompressible d'approvisionnement du nouveau moteur avec une remise en service estimée fin janvier / début février 2020). Les travaux devaient être finalement réalisés fin mars 2020. Par courrier du 28 juillet 2020, l'exploitant a confirmé que l'installation de protection incendie par rideaux d'eau a été remise en service le 10 juin 2020 et qu'un contrat a été signé avec UXELLO pour la vérification hebdomadaire des postes de contrôle et du groupe motopompe des rideaux d'eau .</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022, il a été constaté que les rideaux d'eau sont hors service, et cela selon l'exploitant depuis juin 2021. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le moteur du groupe motopompe de l'installation a de nouveau cassé en juin 2021. Aucune action corrective n'a été prise depuis par l'exploitant pour y remédier.</p> <p>La mise en demeure n'est pas respectée.</p> <p>=>L'exploitant doit prendre les mesures correctives nécessaires pour se mettre en conformité et apporter la démonstration du respect des dispositions de l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006.</p>

Par courriel du 17/10/2022, l'exploitant a fourni un devis signé pour la remise en état de l'installation. Il est indiqué qu'un délai minimum de 5 mois est nécessaire entre la commande et la remise état effective de l'installation.

=> L'inspection des installations classées prend note de l'engagement pris par l'exploitant. Toutefois, durant l'indisponibilité temporaire de l'installation de protection incendie par rideaux d'eau, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de définir les mesures nécessaires pour limiter les risques de propagation d'incendie (par exemple: renforcement de la détection et de la surveillance des risques d'apparition d'incendie y compris en dehors des heures d'exploitation, limitation de certains stockages dans certains locaux pour éviter la propagation vers les autres locaux, plus de moyens d'extinction pour lutter contre l'incendie, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de respecter, dans un délai de trois mois suivant la notification de la mise en demeure, les dispositions de l'article 9 alinéa 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ en procédant au contrôle des équipements de sécurité et de secours (détection gaz, portes coupe-feu, centrale d'alarme de sécurité incendie, groupes motopompes, cuves sprinkler) et en adressant les résultats de ces contrôles, _ en adressant l'ensemble des éléments justificatifs attestant de la conformité et du bon état des équipements de sécurité et de secours. <p>Pour rappel, l'article 9 alinéa 13 de l'AP du 27/03/2006 prévoit : "tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels, ...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié."</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022 ou suite à la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les justificatifs suivants :</p> <p>1_ le rapport de contrôle semestriel de l'installation sprinklage réalisé le 24/06/2022 par UXELLO. Ce rapport fait état de deux points de non-conformités avec risque de mise en échec (révision trentenaire signalée depuis 2016 , installation rideau d'eaux hors service depuis 2021) .</p> <p>2_ un devis pour la réalisation de la phase 3 de la révision trentenaire établi par la société ALTEOS, le 13 juin 2022. Par courriel du 17/10/2022, l'exploitant a indiqué que ce devis a été transmis à la copropriété et l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire a été sollicitée pour faire valider les travaux.</p> <p>3_ le rapport d'entretien triennal du système d'extinction automatique réalisé en janvier 2020 par UXELLO. Ce rapport préconise le remplacement de plusieurs équipements sur les postes de contrôle (vanne à tige, clapet, hydrophore, etc.).</p> <p>4_ les rapports d'entretien annuel des groupes motopompes établis par la société SITM France le 16/09/2021 et le 7/09/2022. Ces rapports préconisent le remplacement du manomètre d'échangeur du groupe motopompe source B2 et le remplacement de l'armoire de commandes (déjà signalé en 2021) et de la pompe d'amorçage gasoil du groupe motopompe source B3.</p> <p>5_ le rapport de vérification annuelle des extincteurs et des RIA établi le 7/07/2022 par la société DESAUTEL. Le rapport fait état d'une seule observation : la nécessité de mettre en conformité les plans d'interventions et d'évacuations.</p> <p>6_ le rapport de contrôle annuel du Système de Sécurité Incendie (SSI) établi le 8/11/2021 par la société ECLAIR Sécurité et le rapport de vérification annuelle des portes coupe-feu établi le 2/08/2022 par la société Bureau Veritas. Ces rapports font état notamment de deux portes coulissantes qui ne sont pas équipées de ventouses électromagnétiques et qui ne sont pas raccordées aux systèmes détecteurs autonomes déclencheurs. Par ailleurs, il est noté aucune vérification annuelle des portes coupe-feu n'a été effectuée en 2021.</p>

7_ le rapport de vérification annuelle du désenfumage établi le 2/08/2022 par la société Bureau Veritas et celui de la société Nationale des Compagnons du Désenfumage établi le 3/11/2020. Le dernier rapport de contrôle de 2022 fait état d'écarts auxquels l'exploitant doit remédier : absence de vérification du désenfumage effectuée en 2021, ouverture non obtenue pour 20 dispositifs de désenfumage, absence de signalisation à l'aplomb des commandes pour visualiser les différents cantons. L'examen du rapport de 2020 met en évidence que l'exploitant n'a pas traité l'ensemble des anomalies signalées par le bureau de contrôle puisqu'au moins 7 dispositifs de désenfumage sur les 13 non fonctionnels en 2020 demeurent hors service en 2022.

8_ le rapport de contrôle annuel de la détection gaz du 3 septembre 2021 établi par la société TELEDYNE Oldham-Simtronics. Ce rapport fait état du bon état de fonctionnement de la détection gaz chaufferie et de la détection hydrogène du local de charge. Toutefois, il est noté que le contrôle du fonctionnement des asservissements n'a pas été effectué.

L'inspection des installations classées constate la persistance des lacunes dans le suivi et l'entretien des matériels de sécurité et de secours et l'absence de justificatifs attestant de la prise en compte de l'ensemble des observations et du bon état de fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie.

La mise en demeure n'est pas respectée.

=>L'exploitant doit prendre les mesures correctives nécessaires pour se mettre en conformité et apporter la démonstration du respect des dispositions de l'article 9 alinéa 13 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006.

Observations : Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 14 novembre 2019, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'ensemble des justificatifs attestant du traitement des non-conformités signalées lors des contrôles périodiques. Par courrier du 28 juillet 2020, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'état d'avancement des travaux de mise en conformité avec un échéancier de réalisation pour la conformité des groupes motopompes et du réseau sprinkler. Toutefois aucun justificatif attestant de la réalisation effective des travaux n'est parvenu depuis ce dernier courrier. Par conséquent, lors de la visite d'inspection du 11 août 2022, l'inspection des installations classées s'est attachée à refaire le point sur les contrôles périodiques et l'état de fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie du site. Lors de l'inspection du 11/08/2022, il est apparu que les organismes de contrôles périodiques ne statuent pas toujours clairement sur la conformité et le bon état de fonctionnement ou non des installations.

=> Il convient que l'exploitant demande aux organismes précités à ce que l'ensemble des résultats issus des contrôles soient clairement exposés, d'une part, et veille à être en mesure de présenter les justificatifs des mises en conformité demandées, d'autre part. De même, il s'assure que les résultats des contrôles périodiques ou autres justificatifs relatifs au traitement des non conformités qui sont ensuite transmis concluent clairement sur la conformité et le bon fonctionnement des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 4 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 9 alinéa 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques qu'il présente : [...] 6 hydrants (poteaux, bornes incendie,...), dont 4 privés accessibles pour les services d'incendie, capables de fournir chacun, sous une pression dynamique minimum de 1 bar, un débit instantané de 340 m³/h. Les hydrants, les RIA et le système d'extinction automatique sont d'un modèle incongelable ou protégés contre le gel. [...]</p>
<p>Constats : Pour <u>rappel</u>, ce point de contrôle a fait l'objet d'une vérification suite à la précédente visite d'inspection du 14/11/2019. Par courrier du 20/03/2019, l'exploitant avait fourni : – l'avis du SDIS49 du 21/10/2005 qui atteste que la défense incendie de 340 m³/h est suffisante pour ce site (4 poteaux incendie normalisés privés assurant un débit simultané de 120 m³/h et le réseau public (un poteau situé à moins de 100 m et un autre situé à 180 m) disposant d'un débit simultané de 220 m³/h. – le rapport de mesures des débits des 4 hydrants privés établi par ALM le 20/12/2018. Le débit en fonctionnement simultané est de 140 m³/h. – les rapports de mesures des débits des deux poteaux incendie du réseau public établi par ALM le 2/05/2018 et le 1/05/2017. PI n° 2963 avec un débit unitaire de 200m³/h et PI n°2858 avec un débit unitaire de 186m³/h.</p> <p>Ces éléments ont permis de conclure à la conformité de la défense incendie du site. Ce point de contrôle a donc été soldé suite à la précédente visite d'inspection du 14/11/2019 (cf. rapport de l'inspection 2019-356_INSP_CNP à Angers_RAP du 26 mars 2020).</p> <p><u>Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022</u>, la disponibilité des débits d'eau requis pour la défense contre l'incendie n'a pas pu être justifiée par l'exploitant. Il a été constaté que la vérification des débits des hydrants privés n'a porté que sur deux hydrants sur les quatre du site et en fonctionnement non simultané (débit unitaire de 60 m³/h- cf.fiche de relevé de vérification annuelle des débits des hydrants privés établie par la société DESAUTEL le 24/06/2022). L'exploitant a indiqué ne pas avoir localisé les deux autres hydrants privés. Il a été fourni les rapports des débits de deux poteaux incendie du réseau public établi par ALM en mars 2021 (PI n°2965 avec un débit unitaire de 180m³/h et PI n°2858 avec un débit unitaire de 202 m³/h). Toutefois, il ne s'agit pas des mêmes poteaux incendie pris en compte qu'en 2019. Le PI n°2965 apparaît plus éloigné que le PI n°2963 par rapport aux cellules de l'entrepôt (distance > 200 m).</p> <p>Compte tenu de ces derniers constats de 2022, l'inspection des installations classées ne peut pas conclure à la conformité de la défense incendie par rapport aux dispositions de l'article 9 alinéa 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 (poteaux incendie).</p> <p>=> L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 9 alinéa 10 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de respecter, dans un délai de trois mois suivant la notification de la mise en demeure, les dispositions du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :</p> <ul style="list-style-type: none">_ en établissant les consignes définies au point 21._ en les affichant dans les lieux fréquentés par le personnel. <p>Pour rappel, le point 21 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017 prévoit :</p> <p>"Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">_ l'interdiction de fumer ;_ l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;_ l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;_ l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;_ les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;_ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;_ les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;_ les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;_ les moyens de lutte contre l'incendie ;_ les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;_ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours." <p>Constats : Pour rappel, par courrier du 20/03/2019, afin de répondre à la mise en demeure de 2018, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées des documents établissant les consignes de sécurité : schéma d'alerte, consignes risques. Néanmoins, les consignes de sécurité étaient incomplètes. Elles n'indiquaient pas :</p> <ul style="list-style-type: none">– les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, gaz, fermeture des portes coupe-feu,...) ;– les moyens de lutte contre l'incendie ;– les dispositions à mettre en oeuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) du sprinklage. <p><u>Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022</u>, l'exploitant a présenté les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">_ procédure intitulée "Moyens de lutte contre l'incendie" qui liste les moyens matériels et humains pour lutter contre l'incendie_ procédure "coupure des énergies" qui définit la conduite à tenir lors de la détection de gaz <p>Néanmoins, les consignes de sécurité sont incomplètes. il manque les consignes d'arrêt d'urgence (électricité, ventilation, fermeture des portes coupe-feu), et celles définissant les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses et les consignes définissant les dispositions à mettre en oeuvre lors de l'indisponibilité des moyens de lutte contre l'incendie (maintenance...) et en particulier du dispositif d'extinction automatique ou sprinklage.</p> <p>La mise en demeure n'est pas respectée.</p> <p>=> L'exploitant doit prendre les mesures correctives nécessaires pour se conformer aux dispositions du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.</p>

Observations : Les procédures ou consignes établies n'apparaissent pas opérationnelles. A titre d'exemple, le schéma d'alerte ne prévoit pas les différentes situations: alarme incendie/déclenchement sprinklage ou présence d'un témoin, durant les heures de travail ou en dehors des heures de travail, qui effectue la levée de doute, qui et comment s'évalue le sinistre (feu maîtrisable ou non), qui attaque le feu avec les moyens à disposition, qui appelle les pompiers et déclenche l'alarme d'évacuation, qui accueille les pompiers et comment, etc.

La procédure relative à l'organisation des secours s'apparente plus à un annuaire téléphonique des responsables site, responsables production, chefs d'équipes, etc. Elle ne précise pas l'organisation mise en place pour assurer les opérations de secours (direction des opérations, équipier évacuation, équipier de première intervention, secouristes du travail, etc.) et la liste des personnels concernés pour intervenir (liste des équipiers de première intervention (EPI), des guides files et serres files, etc.).

Les procédures ne précisent pas comment intervenir en cas d'incendie : extincteur ou RIA à utiliser? , portes à fermer? Modalités de coupure des énergies? La procédure "coupure des énergies" est définit uniquement pour la conduite à tenir lors de la détection de gaz.

=> Il convient que l'exploitant améliore les procédures ou consignes de sécurité qu'il a établies en tenant compte des remarques de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 6 : Local de charge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie et explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La recharge de batteries est interdite en dehors du local de charge. [...]</p> <p>Outre la ventilation naturelle, ce local dispose d'une ventilation mécanique asservie au fonctionnement des chargeurs et adaptée au nombre de batteries. Son non fonctionnement interdit le démarrage des opérations de charge.</p> <p>Le local est équipé d'un détecteur d'hydrogène dont le bon fonctionnement est en permanence contrôlé, implanté de manière à assurer une détection rapide de tout événement.</p> <p>Dans le local, la fonction de détection d'incendie est assurée par l'installation sprinklage qui protège les locaux. Par ailleurs, les détecteurs incendie propres aux portes d'accès du local entraînent leur fermeture automatique. Ces alarmes sont reportées et leur déclenchement met hors tension (asservissement) les alimentations électriques, seuls les éclairages et les extracteurs d'air restent en fonction.</p> <p>Le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local de charge est de 25% de la LIE, soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil entraîne l'interruption automatique des opérations de charge, l'arrêt des installations électriques non protégées et déclenche une alarme.</p> <p>La détection hydrogène est alarmée et reportée à l'extérieur de ce local et déclenche l'intervention de la personne compétente qui décide de la remise en service de l'installation après examen détaillé et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme. Toutes les commandes électriques sont à l'extérieur du local.</p> <p>Constats : Par courrier du 20/03/2019, l'exploitant avait fourni le devis signé pour accord pour l'installation de la ventilation mécanique du local de charge établi par la société ECOVAL en date du 14/02/2019. Lors de la visite d'inspection du 14/11/2019, l'exploitant a fourni les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le rapport de mise en service de la centrale de détection hydrogène réalisée par la société Oldham en date du 18/03/2019 qui atteste du bon fonctionnement de l'installation et des asservissements. – le rapport de la société MISENARD en date du 28/05/2019 relatif à la mise en service de la ventilation mécanique du local de charge. Ce rapport atteste de l'installation d'un ventilateur ATEX et des mesures de débit d'extraction d'air. <p>Sur site, il avait été constaté la réalisation effective des travaux de mise en conformité dans le local de charge, y compris la réfection du flocage coupe-feu des poteaux et murs. Ce point de contrôle avait donc été soldé suite à la précédente visite d'inspection du 14/11/2019 (cf. rapport 2019-356_INSP_CNP à Angers_RAP).</p> <p>Pour ce qui concerne la suppression de la recharge des batteries en dehors du local de charge, l'exploitant indiquait ne pas pouvoir respecter cette exigence de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 en raison de la configuration du bâtiment trans-stockeur et proposait d'aménager une zone de recharge conforme aux exigences du point 17, annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicables aux entrepôts. En effet, cet article prévoit la possibilité de recharge des batteries en dehors du local dédié en l'absence de risques liés à l'émanation de gaz d'hydrogène. La zone de recharge peut alors être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Lors de la visite d'inspection de 2019, il avait été constaté l'existence d'une zone de recharge qui a été aménagée dans le trans-stockeur et dans le bâtiment 7. Ces zones de recharge sont matérialisées et à une distance de 3 mètres de toutes matières combustibles. Toutefois, ces modifications apportées aux conditions d'exploitation nécessitant la mise à jour des prescriptions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006, il avait été demandé à l'exploitant de compléter sa demande de modifications avec les éléments d'appréciation suivants :</p>

- _ préciser la puissance maximale de courant continu utilisable pour l'opération de charge de batteries du site et pour chaque zone de charge (en kW).
- justifier que les zones de recharge de batteries sont bien protégées contre les risques de court-circuit (attestation électricien par exemple).

A ce jour aucune réponse n'a été apportée à l'inspection.

=> L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 16 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 et du point 17 alinéa 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'exploitant doit :

- **soit supprimer les zones de recharge des batteries situés en dehors du local dédié conformément à l'article 16 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006,**
- **soit transmettre une demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 en application de l'article R181-46 du code de l'environnement comprenant notamment :**
 - **cas 1 : la justification de la conformité des zones de recharge aménagées en dehors du local de charge à l'AM du 11/04/2017 point 17 alinéa 4 ;**
 - **cas 2 : une demande d'aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié qui est recevable en termes d'équivalence aux dispositions de l'AM ci-dessus (niveau de sécurité au moins équivalent).**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 8 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques respectent les dispositions du décret du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modification, réparations, et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022, il a été procédé à la vérification du suivi réalisé par l'exploitant. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de vérification annuelle des installations électriques réalisé par SOCOTEC en date du 7/04/2022 et le certificat Q18. La précédente vérification a été réalisée le 6/04/2021. Le certificat Q18 conclut que les installations ne peuvent entraîner de risque d'incendie et d'explosion. Le rapport fait état de 40 observations mais aucune non-conformité par rapport aux référentiel APSAD. Il a également présenté le rapport de contrôle effectué par thermographie infrarouge en date du 26/04/2022. Le rapport fait état de 3 anomalies de priorité 2. => L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs attestant du traitement des écarts relevés ou observations formulées par les organismes de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 8 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie et explosion
<p>Prescription contrôlée : A l'intérieur des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, le matériel électrique est réduit au strict besoin de fonctionnement des installations. Il respecte les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980. Ces zones sont repérées sur un plan régulièrement mis à jour et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : <u>Pour rappel</u>, lors de la précédente visite d'inspection de 2018, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter le plan identifiant les zones ATEX et donc de justifier du respect des dispositions de l'article 8 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006. Or, certaines installations (chaufferie gaz, local de charge, etc) peuvent être concernées par le risque ATEX.</p> <p><u>Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022</u>, l'exploitant a indiqué à l'inspection que l'établissement n'est pas concerné par des zones ATEX. Toutefois, il n'a pas été en mesure d'apporter de justificatifs conduisant à cette conclusion.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les éléments justificatifs attestant de la présence ou non de zones ATEX. Dans ce cadre, il présente les étapes de la démarche menée pour l'analyse des risques (le cas échéant selon une méthode normalisée), sur la base de l'étape précédente : la délimitation des zones ATEX (plan) et la définition des mesures de protection contre ces explosions (synthèse des principales mesures).</p>
<p>Observations : Dans le cas où des zones ATEX sont identifiées, il est rappelé qu'elles doivent être matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour. L'exploitant doit veiller lors de contrôles à tenir à disposition de l'organisme de contrôle chargé de la vérification des installations électriques les documents techniques et notamment le plan des zones ATEX. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Déclaration de Modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 3.3
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : Toute modification apportée aux activités, installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, accompagné des éléments d'appréciations nécessaires.</p>
<p>Constats : <u>Pour rappel</u>, seul le silo trans-stockeur est classé au titre de la rubrique 1510 (entrepôt-volume de 68 000 m³). Les autres bâtiments sont recensés dans le dossier d'autorisation initial comme des bâtiments dédiés au conditionnement à façon.</p> <p>Lors de la visite d'inspection de 2018, il avait été noté que l'exploitant procède à une activité de stockage également dans les bâtiment 6 et 16, le tunnel du bâtiment 5/7 (produits alimentaires en attente de reprise par les fournisseurs). Ces modifications des conditions d'exploitations étaient de nature à modifier le classement des installations sous la rubrique 1510 (dans sa version avant 2020) et les risques inhérents aux installations nouvellement concernées.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/11/2019, l'exploitant avait fourni à l'inspection des installations classées un document établi par la société AXE d'avril 2019 visant à déterminer les incidences en termes de flux thermiques. Toutefois, ce document n'apporte aucune information sur les conditions de stockage (racks, masse, hauteur de stockage, nature des produits stockés, etc.) et sur les modifications apportées aux installations par rapport au dossier d'autorisation initial. Il avait donc été demandé à l'exploitant de fournir les éléments d'appréciation nécessaires pour statuer sur le caractère substantiel ou notable de ces modifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> _description des évolutions des activités du site, _classement à jour des activités du site au regard de la nomenclature ICPE en vigueur et justification des éventuelles évolutions de classement, _ fiches détaillant les hypothèses prises pour les calculs flumilog, _ justification des besoins en eau d'extinction d'un incendie au regard des évolutions des activités du site (calcul D9, voire D9A). <p><u>Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022</u>, l'exploitant a remis les fiches détaillant les hypothèses prises pour les calculs flumilog. Ces éléments sont en cours d'instruction.</p> <p>Les autres éléments sollicités n'ont pas, à ce jour, été fournis à l'inspection. En particulier, les critères d'appréciation sur le caractère substantiel ou notable de ces modifications par rapport aux données du dossier initial n'ont toujours pas été présentées.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre au préfet un porter à connaissance complet relatif aux modifications apportées aux installations avec l'ensemble des éléments d'appréciation en application de l'article R 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Observations : Compte tenu des évolutions des règles de classement au titre de la rubrique 1510 depuis 2020, il y a lieu pour l'exploitant de revoir le classement de ses installations en se référant au guide entrepôt -version 2021 (cf. point de contrôle "bénéfice des droits acquis"). Il en tient compte dans le porter à connaissance demandé.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exercice d'évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 14 dernier alinéa, annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Pour mémoire, il avait été rappelé à l'exploitant les exigences réglementaires lors des précédentes visites d'inspection de 2018 et 2019. Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022, il a été constaté que la fréquence semestrielle pour la réalisation des exercices d'évacuation n'est pas respectée. En effet, les derniers exercices d'évacuation ont été réalisés le 7/11/2018, 17/03/2021 et le 18/05/2022. L'exploitant n'a pas fourni les compte-rendus de ces exercices. => L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du point 14 dernier alinéa, annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Exercice de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13 avant dernier alinéa, annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017 modifié.
Constats : Pour mémoire, il avait été rappelé à l'exploitant les exigences réglementaires lors des précédentes visites d'inspection de 2018 et 2019. Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022, il a été constaté que l'exploitant n'a, à ce jour, réalisé aucun exercice de défense contre l'incendie. Il a été rappelé à l'exploitant l'importance de mettre en place les exercices de défense contre l'incendie en vue de tester la bonne formation du personnel et de mettre en pratique la stratégie de lutte contre l'incendie de l'établissement (les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie, l'organisation de la première intervention face à un incendie en périodes ouvrées, les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, etc.). =>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du point 13 avant dernier alinéa de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra établir un plan de défense incendie en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule conformément au point 23, annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Cette disposition est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Bénéfice des droits acquis

Référence réglementaire : Décret du 09/12/2015, article R. 513-1 point I du code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Droits acquis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du « déclarant » ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</p> <p>article L.513-1 alinéa 1 : les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret.</p> <p>Constats : Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées est entré en vigueur au 1er janvier 2021. Ce décret a modifié le libellé de la rubrique 1510 et celui des rubriques 1511, 1530, 1532, 2662, et 2663 afin que toutes les installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de tout type de matières ou produits combustibles soient classées au titre de la rubrique 1510, hormis quelques exceptions prévues dans son libellé. Par ailleurs, le décret a relevé le seuil du régime de l'autorisation au profit de l'enregistrement.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11 avril 2022, il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de mettre à jour le classement des activités du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en vigueur et en particulier, au titre de la rubrique 1510. Pour rappel, la société CNP a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2006-n°157 du 27 mars 2006 à exploiter un entrepôt de 68000 m³ correspondant au trans-stockeur dénommé "silo à palettes".</p> <p>=> Suite à l'entrée en vigueur au 01/01/2021 du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 et en vertu de l'article R.513-1 point I du code de l'environnement , il est nécessaire de procéder à une déclaration des droits acquis et de confirmer le classement des installations sous la rubrique 1510 en utilisant le guide « Entrepôts- application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 - Entrepôts de matières combustibles version du 24 septembre 2021 (https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/102942/0).</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant fournit les tonnages de matières combustibles présentes dans chaque installation pourvue d'une toiture (IPD), identifie tout groupe d'IPD en joignant un plan, avec échelle, de localisation des stockages de matières combustibles et en spécifiant ces matières combustibles stockées (volume de chaque IPD, tonnage et type de matières combustibles en indiquant si elles correspondent aux produits visés notamment par les rubriques 1530, 1532, 2662, 2663, etc. au sens de la nomenclature ICPE).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Vérifications périodiques de l'installation de protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 11 août 2022, l'exploitant a présenté le rapport de vérification complète établi par la société SOCOTEC en date du 29/03/2022. Ce rapport conclut à la conformité de l'installation de protection foudre. Par ailleurs, il est noté que l'installation de protection foudre a bien fait l'objet des vérifications périodiques (vérification complète et visuelle) selon les fréquences définies à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010.</p> <p>L'exploitant procède à des relevés mensuels des compteurs coups de foudre. L'exploitant a présenté le relevé mensuel de l'année 2022 qui trace le nombre d'impacts pour chaque compteur coup de foudre. Le compteur de la chaufferie présente un impact. Toutefois, il n'a pas pu être déterminé depuis quand ce dernier a enregistré un impact (antérieur à la mise en place du suivi des compteurs). L'inspection n'a donc pas pu vérifier la bonne application des dispositions dans le cas de l'enregistrement d'un impact.</p>
<p>Observations : Il convient que l'exploitant prenne les mesures nécessaires (consignes, sensibilisation du personnel, etc.) pour s'assurer qu'en cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés soit bien réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Compartimentage (parois séparatives)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant a été mis en demeure, dans un délai de trois mois suivant la notification de la mise en demeure, de respecter l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006 en fournissant les justificatifs attestant de la réalisation effective des travaux de mise en conformité pour assurer le compartimentage des bâtiments et limiter le risque de propagation d'un incendie.
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas procédé à une vérification lors de la visite du 11/08/2022. En effet, ce point de contrôle a déjà fait l'objet d'un contrôle et a été soldé suite à la précédente visite d'inspection du 14/11/2019 (cf. rapport de l'inspection 2019-356_INSP_CNP à Angers_RAP du 26 mars 2020).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Comportement au feu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant a été mis en demeure de respecter, dans un délai de trois mois suivant la notification de la mise en demeure, les dispositions de l'article 5.1 alinéas 2 à 6 de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006 en : _en prenant les mesures correctives nécessaires pour assurer la protection du restaurant inter-entreprises, _ en apportant les justificatifs attestant de la réalisation effective des travaux de mise en conformité, _en apportant les justificatifs attestant du comportement au feu de la protection du restaurant inter-entreprises (flocage d'euro classe REI 120).
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas procédé à une vérification lors de la visite du 11/08/2022. En effet, ce point de contrôle a déjà fait l'objet d'un contrôle et a été soldé suite à la précédente visite d'inspection du 14/11/2019 (cf. rapport de l'inspection 2019-356_INSP_CNP à Angers_RAP du 26 mars 2020).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet